

SOZIALES

CRISE DE L'ÉNERGIE

Frieden s'essaie à la tripartite

Fabien Grasser

Les effets inflationnistes de la fermeture du détroit d'Ormuz contraignent Luc Frieden à convoquer une tripartite. Les prix de l'énergie et le pouvoir d'achat sont au centre des discussions. La première réunion a eu lieu ce mardi 12 mai. Un tour de chauffe, où le Statec et le ministère de l'Énergie ont présenté la situation économique du pays et ses perspectives à l'aune du conflit au Moyen-Orient.

La première réunion du Comité de coordination tripartite de l'ère Frieden s'est tenue dans l'enceinte plutôt inhabituelle de l'European Convention Center Luxembourg, au Kirchberg, ce mardi 12 mai. Le premier ministre s'est fait prier pour convoquer cette

tripartite, réclamée de toutes parts, mais l'attaque israélo-américaine contre l'Iran, fin février, a également rebattu les cartes au Luxembourg. Il devenait donc difficile d'éviter cet exercice voué au consensus. Le gouvernement au grand complet, les syndicats OGBL, LCGB et CGFP ainsi que l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) reprennent le chemin d'un dialogue social écorché depuis l'entrée en fonction de la coalition CSV-DP.

Pas d'étincelles lors de ce rendez-vous, au cours duquel il s'agit de poser un constat économique et de présenter les scénarios plus ou moins sombres en fonction de la durée du conflit au Moyen-Orient. Selon le décryptage livré aux participant·es par le directeur du Statec, Tom Haas, et

par le commissaire au gouvernement à l'Énergie, Simeon Hagspiel, la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran affecte déjà l'économie nationale et le fera davantage encore dans les mois à venir. Le risque est un choc inflationniste majeur. Si les prix à la pompe n'ont jusqu'à présent pas grimpé au niveau de 2022 et 2023, les automobilistes en payent déjà clairement la facture.

Deux hypothèses sont sur la table pour les mois à venir : la première – optimiste – table sur une fin rapide de la guerre, d'ici début juin. Dans ce cas, le Statec prévoit une inflation autour de 2,5 % en 2026, ce qui aboutirait au paiement de deux tranches d'index : une première, déjà prévue, au 1^{er} juin et une seconde au deu-

xième trimestre 2027. Dans ce cas, le Luxembourg maintiendrait une croissance positive et un taux de chômage inchangé autour de 6 %. Dans un scénario moins optimiste, où le conflit se prolongerait au moins jusqu'à la fin du mois d'août, l'inflation se situerait autour de 4 % en 2026 et entraînerait trois tranches d'indexation : celle du 1^{er} juin à venir, une seconde au troisième trimestre 2026 et une autre encore au troisième trimestre 2027. Ce scénario comprend aussi le risque d'une récession. Pas question, pour autant, de toucher au principe de l'index, insiste Luc Frieden ce mardi, après la réunion.

Sur le plan énergétique, le Luxembourg est, dans l'UE, le deuxième pays le plus dépendant de ses

La chute sans fin de Frieden dans les sondages

Si des législatives se tenaient dimanche, le CSV réaliserait le pire score de son histoire et ne disposerait plus que de 15 sièges à la Chambre, perdant 8 points par rapport au scrutin d'octobre 2023. Voilà sans doute le principal enseignement à tirer du dernier sondage « Sonndesfro » réalisé par Ilres pour le *Wort* et RTL, paru le 5 mai. Cette impopularité croissante ne touche pas le partenaire de coalition du parti chrétien-social, puisque le DP sort même renforcé de l'enquête d'opinion : il gagnerait un siège par rapport au dernier sondage (15 sièges au total). Compte tenu de la progression du LSAP et de Déi Gréng, la coalition Gambia pourrait revenir aux affaires, avec une large majorité de 35 élu·es, les socialistes prenant trois sièges (pour un total de 14) et les verts deux (pour un total de six). L'ADR serait l'autre parti à progresser, avec un gain de deux sièges (sept au total). Déi Lenk maintiendrait ses deux mandats, tandis que les pirates en perdraient un.

Sur le fond, la « Sonndesfro » éclaire plusieurs points qui fâchent l'électorat. Ainsi, 66 % des sondé·es sont favorables aux actions lancées par les syndicats face à une politique gouvernementale ressentie comme favorable au patronat. Mais dans le même temps, 56 % des répondant·es estiment que le patronat a raison de s'opposer aux syndicats sur la hausse du salaire minimum. À la question « Êtes-vous d'avis qu'au Luxembourg, le problème n'est pas le salaire minimum, mais le logement, ce qui fait qu'il n'est plus possible de vivre avec le salaire minimum ? », le résultat est encore plus tranché, avec 88 % des personnes qui répondent par l'affirmative.

Quoi qu'il en soit, la défiance envers le CSV et le premier ministre se creuse de sondage en sondage, tandis que la confiance reste entière dans le parti libéral.

Le secrétaire général du parti chrétien-social, Alex Donnersbach, juge que son parti paye surtout les promesses électorales qui n'ont pas encore été mises en œuvre, tandis que celles déjà adoptées n'auraient pas encore produit leur plein effet. À l'antenne de RTL, il nie que le problème soit lié à Luc Frieden, qui vient d'être triomphalement reconduit à la tête du CSV, à Ettelbruck, en mars. Il n'empêche, le premier ministre est personnellement à la traîne dans les enquêtes d'opinion. Le Politbarometer de décembre dernier le situait en douzième position des personnalités politiques les plus populaires, une première alors que les chefs de gouvernement parviennent généralement à se maintenir aux premières places de ce classement, ou du moins dans le « top 10 ». Dans ce sondage, Xavier Bettel caracolait largement en tête et, peut-être plus cruel encore pour le premier ministre, Luc Frieden voyait ses camarades de parti Claude Wiseler, Martine Hansen et Gilles Roth le devancer. Les sondages sont loin d'être une science exacte, mais à répéter ainsi les mêmes résultats, ils semblent tout de même indiquer une direction.

Dégagisme à l'UEL

Michel Reckinger va rendre son tablier de président de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) le 1^{er} octobre, a indiqué l'organisation patronale faitière, le 7 mai. Il s'agit de la seconde annonce de départ à la tête de l'UEL en quelques semaines, après celui de son directeur, Marc Wagener, devenu effectif ce 15 mai. Alors que ce dernier avait pris tout le monde de court en annonçant sa reconversion à la direction de la Croix-Rouge, Michel Reckinger mise sur « un processus de succession structuré » avec son remplaçant, Marc Lauer, actuel vice-président de l'ACA (Association des compagnies d'assurances et de réassurances). Michel Reckinger était devenu

président de l'UEL en janvier 2021, l'amenant à participer aux tripartites de 2022 et 2023, déjà convoquées en raison de la crise énergétique qui avait suivi l'invasion russe de l'Ukraine.

Tant Michel Reckinger que Marc Wagener quittent l'UEL dans un climat social qui s'est passablement dégradé depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition CSV-DP, en décembre 2023. Le patronat attendait beaucoup du gouvernement Frieden et de ses promesses électorales résolument probusiness. Mais leurs désirs de dérégulation en faveur des entreprises se sont heurtés à un front syndical inédit, constitué entre l'OGBL et le LCGB, obligeant le gouvernement à modérer ses ambitions sur les pensions ou sur les conventions collectives.

Michel Reckinger et son directeur payent-ils aujourd'hui le prix de ces demi-échecs en étant poussés vers la sortie ? Si tel est le cas, l'UEL n'en laisse rien paraître, tout en précisant que la recherche du nouveau président avait été engagée dès janvier. Au fil des mois, le propos de Michel Reckinger s'était considérablement radicalisé, rendant de plus en plus improbable un retour au modèle social luxembourgeois traditionnel. « Il est grillé, et il est difficile de poursuivre avec lui », résume sans ambages une source syndicale. Lors de la manifestation syndicale de l'an dernier, le président du LCGB, Patrick Dury, avait frontalement attaqué Michel Reckinger, en le comparant désavantageusement à ses prédécesseurs à la tête de l'organisation patronale.

Âgé de 61 ans, Marc Lauer, le futur président de l'UEL, a fait l'essentiel de sa carrière au sein de la compagnie d'assurances Foyer et est vice-président de l'ACA depuis 2022. S'il déclare, dans une interview au *Wort*, vouloir « jeter des ponts » dans ses nouvelles fonctions, il pointe aussi le problème que constitue, selon lui, l'index pour la compétitivité des entreprises. Soit le sujet explosif par excellence.



PHOTO : GILLES KAESER

Sans tapis rouge ni paillettes : la montée des marches de Luc Frieden vers la réunion tripartite à l'European Convention Center Luxembourg, ce 12 mai.

importations, derrière Malte. Cette dépendance s'exerce essentiellement à l'égard des énergies fossiles, représentant 59 % de la consommation d'énergie du grand-duché. Pour l'instant, il n'y aurait pas lieu de paniquer : l'approvisionnement en carburant est assuré, mais il pourrait faire défaut pour le diesel et le kérosène si le conflit perdure.

Lecture divergente de la situation

À la sortie de la rencontre, qui a débordé d'une heure sur l'agenda prévu, les mines sont plutôt graves. Le président de l'UEL, Michel Reckinger, se dit secoué par la perspective de trois indexations des salaires. Évoquant « des conséquences problématiques », il précise que son organisation va « analyser les choses en fonction des entreprises », tandis que les syndicats vont le faire « en fonction des salariés ». Une façon de reconnaître que chacun est dans son rôle, la question du pouvoir d'achat ne pouvant être éludée, selon lui. Le discours tranche quelque peu avec les sorties à l'emporte-pièce contre les syndicats dont il était devenu familier ces dernières années. Ce changement de ton intervient alors qu'il lâchera son poste de président de

l'organisation patronale le 1^{er} octobre. Il y sera remplacé par Marc Lauer, qui vient du monde des assurances.

Pour les syndicats, le temps presse à la sortie de l'entrevue. Nora Back et Patrick Dury sont attendus aux alentours de 18h par plusieurs centaines de délégués et membres de leurs centrales, rassemblés dans un hôtel de Dommeldange. L'événement avait été programmé avant l'annonce de la tripartite. Au menu, un meeting de l'Union des syndicats pour réclamer une hausse de 300 euros du salaire minimum, l'une de ses revendications phares du moment. « Nous avons évidemment une lecture de la situation qui diffère de celle du gouvernement et de l'UEL », constate Nora Back, la présidente de l'OGBL, précisant que les syndicats ont fait leur propre présentation au cours de la réunion, en l'orientant sur le niveau des salaires et sur les inégalités.

En amont de la tripartite, l'Union des syndicats avait demandé à élargir l'ordre du jour au-delà de la seule question de la crise provoquée par le blocage du détroit d'Ormuz. « Nous sommes confrontés à une succession de crises qu'on ne peut pas isoler l'une de l'autre », analyse Patrick Dury, le président du LCGB. « Si l'on veut

avancer sur le fond, il faut traiter les problèmes structurels comme le logement, la santé ou le chômage. » Les syndicats sont déterminés à porter ces points à l'ordre du jour lors des prochaines réunions tripartites des 2 et 3 juin. Mais le premier ministre veut circonscrire celui-ci à la seule question de l'énergie et de l'inflation, arguant que la tripartite est un instrument de crise destiné à contrer des revers conjoncturels.

Le consensus n'est pas tout à fait à portée de main. Luc Frieden veut tout de même y travailler, assure-t-il après une réunion qu'il a qualifiée de « très utile ». Le premier ministre joue gros, alors qu'il atteint des sommets d'impopularité et que le CSV touche à son plus bas niveau historique dans les sondages (voir l'encadré). Pour Luc Frieden, cette tripartite doit avoir pour objectif « d'aider les gens qui souffrent de l'inflation, tout en assurant la survie des entreprises, afin qu'elles puissent créer des emplois ».

Rien de très original à ce discours, si ce n'est que le chef du gouvernement précise que la « plus-value d'une tripartite est de nous obliger à trouver des solutions ensemble, et, dans ce sens, tous les points de vue sont utiles ». Une façon de signifier qu'il ne

ferme la porte à aucun sujet. Y compris ceux portés par les syndicats ? Il ne le dit pas. Mais il veut se montrer transparent en partageant avec le public les données du Statec et du ministère de l'Énergie (sur le site du ministère d'État), afin que tout le monde puisse s'emparer du sujet. Luc Frieden veut laisser du temps au temps pour parvenir à un accord, loin de la stratégie du « je consulte puis je décide seul » qu'il avait appliquée l'an dernier à l'issue de deux « tables rondes sociales ». Avant les prochaines réunions tripartites des 2 et 3 juin, Luc Frieden précise qu'il a d'ores et déjà demandé aux partenaires sociaux « d'alléger leurs agendas dans la semaine suivante, pour mener les négociations dans les meilleures conditions ». Est-ce le métier qui rentre ? À suivre et à voir.